



Le 10 octobre 2020, Didier Guénin

La question de la mondialisation est souvent mal posée.

Être pour ou contre la mondialisation n'a pas de sens historique, car depuis que l'homme est homme il n'a eu de cesse que de conquérir la planète.

Les relations politiques et les échanges commerciaux sur de très longues distances régissent le monde depuis des millénaires.

La finitude du monde nous impose un regard lucide et ambitieux pour inventer un chemin d'avenir hors de l'impasse que nos gabegies et nos égoïsmes ont créée.

Altermonde questionne la mondialisation sur le temps long anthropologique et regarde vers demain pour identifier les tenants d'une mondialisation durable et vivable.

L'humanité s'est construite dans le mouvement : la conquête des espaces, des savoirs, de la liberté.

La mondialisation est un fait qui s'impose à nous, nous en sommes les acteurs et devons user de tous les leviers qui sont nôtres pour agir et infléchir activement l'état du monde.

Nous n'avons plus le temps de construire demain par confrontation des itérations locales du présent et tâtonnements successifs. Peut-il exister un projet qui porte haut l'envie de construire activement un **monde humaniste et progressiste régi par une multipolarité coopérative** ?

La mondialisation est une **compétition des territoires** où l'angélisme n'a pas sa place et où il faut être fort et puissant pour se faire respecter et peser sur les orientations du monde. Cependant face à la volonté de certains d'absence de règle il est bon de rappeler trois grands principes économiques : l'entreprise est un vrai lieu de création de richesses sociales qui ne se résument pas aux dividendes, les acteurs économiques ont besoin pour agir **tout autant de liberté que de règles** claires et pérennes, et surtout **l'économie n'est pas une finalité en soi mais un outil au service de l'humain**. D'où la nécessité de **placer l'humain au cœur de la mondialisation**.

La France est porteuse d'une **exigence culturelle** qui assure son rayonnement. Notre **protection sociale est aussi un atout qui renforce la cohésion nationale**. Deuxième zone maritime mondiale, nous avons une responsabilité face aux enjeux climatiques, migratoires ou nourriciers qui reposent pour une large part sur les océans.

La France a des atouts pour peser dans la voix des nations et infléchir le cours de la mondialisation

L'homme est un nomade en quête de découvrir et de s'accaparer des espaces.

La question de la mondialisation est souvent mal posée. Être pour ou contre la mondialisation n'a pas de sens historique, car depuis que l'homme est homme il n'a eu de cesse que de conquérir le monde. **L'homme est né de la bipédie**, il y a quelques millions d'années. Nous sommes viscéralement des **nomades** même si nous avons forgé l'essentiel de nos codes

THINK TANK



ALTERMONDE

DEPUIS 2002

www.altermonde.org

Altermonde a pour projet d'inventer un nouveau monde, équitable, solidaire ; de promouvoir, par une logique de don dans l'espace et dans le temps, une politique de répartition de la richesse, dans le respect de la justice sociale, qui pèse chaque décision à l'aune de ses implications globales, locales et durables – plutôt qu'à ses seules conséquences immédiates - ; de favoriser son émergence.

Altermonde vise un quadruple objectif : exprimer l'insatisfaction face à l'organisation actuelle du monde et poser le constat de l'impasse dans laquelle la société est engagée, énoncer les principes fondateurs d'une socialité renouvelée, être l'espace de partage de la réflexion sur ces questions essentielles dans un esprit d'écoute et d'envie de travailler ensemble, être le lieu où s'élaborent des actions et des expérimentations qui vont dans le sens d'engendrer ou de favoriser l'émergence de cet autre monde.

Altermonde a pour vocation d'analyser pourquoi le productivisme conduit à une aporie, d'imaginer les voies et moyens de la dépasser, de proposer et d'initier des expérimentations de nouveaux modèles, de déployer des campagnes d'information ou de mobilisation sur des thématiques en rapport avec ses ambitions.

sociaux dans la sédentarisation. Déjà à l'époque néolithique, du temps de l'âge de bronze voilà plus de 4000 ans, les relations politiques et les échanges commerciaux sur de très longues distances régissaient le monde.

L'humanité s'est construite dans le mouvement : la conquête des espaces, des savoirs, de la liberté ou des solidarités. Rien n'est donné. Tout a été acquis ou préservé dans les luttes ou les conflits.



Le monde est le théâtre violent des ambitions humaines

Son état actuel est le fruit de l'histoire où guerres et progrès scientifique ont assis les dominations tout autant que les droits et les libertés. La main mise sur les avancées technologiques par certains à certaines époques a permis des conquêtes dominatrices qui ont ouvert au pillage des matières premières et à la captation de la ressource manœuvrière, déplaçant et concentrant les richesses ; laquelle concentration a ouvert la voie à de nouveaux progrès technologiques. Et ainsi de suite jusqu'à la situation présente du monde où les deux derniers conflits mondiaux et le désastre écologique actuel nous font comprendre la finitude du monde et nous imposent un regard lucide et ambitieux pour inventer un chemin d'avenir hors de l'impasse que nos gabegies et nos égoïsmes ont créée.

Peut-il exister un projet de transformation humaniste et progressiste du monde ?

Nous n'avons plus le temps de construire demain par confrontation des itérations locales du présent et tâtonnements successifs. Les vagues inéluctables de migrations climatiques dans les décennies à venir et le terrorisme qui frappe partout appellent à des solutions concertées et coordonnées entre les nations.

Ce d'autant plus que les outils de la modernité numérique ouvrent à chacun des possibles sans frontières. Pourquoi vivre sous la menace des catastrophes climatiques locales, sous le joug des privations de liberté, sous la tutelle d'écrasantes inégalités, ou dans la violence des conflits quand ailleurs existent des pays moins troublés visibles à portée de clic ?

L'être humain est doué d'intelligence et armé d'un puissant instinct de survie. Il vote aussi avec ses pieds.

Confrontés à cette réalité et à son urgence, nous devons porter une vision humaniste et progressiste de l'avenir avec la volonté ferme d'agir sans naïveté. Car les intérêts et les volontés sont et resteront divergentes. Si la mondialisation est un fait qui s'impose à nous, nous en sommes les acteurs et devons en tant qu'espace démocratique user de tous les leviers qui sont nôtres pour agir et infléchir activement l'état du monde. Sinon des forces contraires s'en chargeront.

Pour cela il faut un projet structuré qui porte haut et fort l'envie de construire activement un monde humaniste et progressiste régi par une multipolarité coopérative. Ce projet doit avoir comme moteur une vision humaniste et affirmer sa confiance dans le progrès contrôlé par l'éthique. Il doit revendiquer la pluralité comme richesse et point d'équilibre.

La France, de même que d'autres Etats démocratique, a un rôle à jouer

Pour ce faire la France peut s'appuyer sur ses atouts stratégiques, et elle n'en manque pas. Nous sommes la sixième puissance économique mondiale et l'un des rares États à détenir l'arme de dissuasion, cela nous donne une responsabilité dans le concert des nations. Nous sommes, et de loin, la deuxième puissance maritime, quasiment à jeu égal avec les USA. Notre langue est l'une des trois langues qui seront les plus parlées dans les décennies à venir. Ces deux atouts sont insuffisamment intégrés à la stratégie nationale. Nous disposons d'un rayonnement moral, culturel et touristique qui fait de notre pays la première destination mondiale. Nous avons un système de protection social qui a certes un coût mais constitue un avantage indéniable pour notre démographie et notre cohésion sociale.

Ne nous y trompons pas, la mondialisation est une compétition des territoires où l'angélisme n'a pas sa place et où il faut être fort et puissant pour se faire respecter et peser sur les orientations du monde. La responsabilité d'un État est de protéger ses concitoyens et notre projet politique se doit de garantir pour chaque Française et Français une protection optimale. Cela passe par une France qui a les moyens d'une parole juste et forte.



Dans un monde violent, la paix suppose la puissance militaire raisonnée

Il est une force sur laquelle notre pays peut s'appuyer, sa capacité militaire. Nous sommes une puissance de premier plan. Nous devons conforter nos forces de défense. Le monde est complexe, les théâtres de conflits nombreux – certains récents, d'autres fort anciens et qui ne trouvent pas d'issue. Le terrorisme gangrène de nombreux pays et ses frappes n'épargnent personne. **Cette violence est lointaine et proche à la fois.** Elle nous frappe au cœur de nos vies, jusqu'ici au travers de nos amis et connaissances, victimes d'attentats. Vivre en sécurité est un droit pour chacun d'entre nous. Cela suppose d'accepter de consacrer annuellement, et dans le cadre de programmes d'équipement pluriannuels, les moyens de faire vivre nos forces armées, dans le respect des femmes et des hommes qui engagent leurs vies pour protéger la nôtre. **Il nous faut veiller à la capacité de nos armées à se projeter sur des champs d'opération extérieurs**, car aller là-bas peut dans nombre de cas se révéler indispensable au maintien direct ou indirect de notre sécurité ici.



Le pays doit pouvoir compter sur ses forces de police et de gendarmerie, avec des effectifs adaptés au niveau des risques d'insécurité et de terrorisme, formées aux réalités des menaces, respectueuses de chaque citoyen dont les droits doivent être clairement protégés. Il faut poursuivre et amplifier la prévention, notamment au travers d'une police de proximité pour assurer la sécurité quotidienne par l'écoute et le dialogue.

La France est des nations qui peuvent **affirmer une volonté de réduction des arsenaux nucléaires** de par le monde, sans baisser la garde. Tant qu'un seul pays disposera de l'arme nucléaire, la France doit entretenir et moderniser son arme de dissuasion à un niveau adapté à la menace et nécessaire à sa crédibilité.

La France dispose de l'une des plus large représentation diplomatique qu'il importe de conforter pour peser dans les instances internationales et notamment intensifier notre capacité à **infléchir les règles et les normes** derrière lesquelles se cache une véritable compétition économique voire culturelle.

Les profils de la menace sont multiples, au terrorisme s'ajoutent la délinquance financière en col blanc et les piratages informatiques de petite ou grande ampleur. Nous devons **renforcer les moyens du renseignement dans le respect de la protection de la vie privée de chacun**, tant par des moyens traditionnels de proximité que par la lutte contre les cyber-attaques.

Porter une volonté économique et une vision politique de l'économie

Au-delà des armes, la première force d'un pays est son économie. Si nous voulons porter un projet qui place l'humain au cœur de notre action, nous devons affirmer clairement trois grands principes économiques.

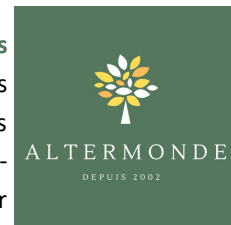
Le premier affirme que **l'entreprise est un vrai lieu de création de richesses** : des salaires pour nourrir chaque famille, un retour sur investissement, et la valeur des outils ou services qui sont produits. C'est également de la richesse pour le territoire où l'entreprise est implantée, au travers du pouvoir d'achat et des multiples liens noués localement, et nationalement par sa contribution au financement de l'action publique.

Le deuxième énonce que **les acteurs économiques ont besoin pour agir tout autant de liberté que de règles claires et pérennes**. Le rôle de l'État dans une économie moderne n'est pas son interventionnisme tatillon mais sa capacité à fixer des règles qui corrigent les biais erratiques et inégalitaires du marché et fixent des orientations lisibles. Si voilà vingt-cinq ans les États s'étaient mis d'accord pour fixer un prix – fût-il infime – au CO2, nous n'en serions pas là. L'intervention de l'État doit se faire sur le territoire national et au niveau européen pour harmoniser les politiques fiscales et combattre sans faiblesse les paradis fiscaux. Nous avons la chance de vivre au sein de l'Union Européenne dans le premier marché mondial, et nous n'utilisons pas suffisamment cette force pour peser à l'OMC ou dans d'autres instances internationales.

Le troisième rappelle qu'une entreprise, ce n'est pas qu'un outil de production : c'est avant tout **une communauté d'hommes et de femmes qui travaillent ensemble**. L'économie n'est pas une finalité en soi mais un outil au service de l'humain. Nous devons contribuer à infléchir les critères d'appréciation des entreprises où les critères financiers ne peuvent plus tenir lieu de seule boussole. Il faut amplifier la prise en compte de la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise. A la stricte rentabilité, nous devons adjoindre la vivabilité, la durabilité, l'utilité. Il convient d'**évaluer tout projet à l'aune de la création de valeur humaine, économique et environnementale**.



Cette force de l'économie française, nous devons l'appuyer sur **nos atouts industriels et nos secteurs d'excellence où nous avons des entreprises capables de se battre à l'échelle mondiale** : les transports, l'énergie, le tourisme, le luxe, la gastronomie, l'informatique, la construction, la banque, les assurances, l'alimentation, la santé. Nous devons également l'appuyer sur un tissu dense d'ETI, PME-PMI, nous souffrons en France d'insuffisamment d'entreprises de taille intermédiaire implantées sur un territoire et irriguant en emplois. Il faut au pays des agriculteurs, des artisans, des commerçants, des créateurs d'entreprises, des startups. Pour ce faire et peser dans la compétition internationale, il faut apprendre collectivement à chasser en meute. C'est l'une des conditions nécessaires au redressement de la balance commerciale fortement déficitaire. Le rôle de l'État est essentiel, il doit passer du mode de l'injonction à celui de l'animation pour que grands groupes, ETI, PME-PMI et le monde académique travaillent ensemble. Il importe de fonctionner en réseau et en complémentarité .



La culture, l'attractivité et le modèle social sont des atouts et des repères

Une autre des forces majeures de notre pays est son attractivité. La France est, avec 89 millions de visiteurs l'an dernier, la première destination touristique mondiale. Nombre de ses monuments, de ses sites naturels et de sa gastronomie sont classés au patrimoine mondial de l'UNESCO. Nous sommes **porteurs d'une exigence culturelle qui assure notre rayonnement**. Il convient de le vivre avec simplicité, esprit d'accueil et écoute de l'autre dans sa différence.

La France un territoire où il fait bon vivre : c'est essentiel pour attirer les touristes, mais c'est également important pour attirer les talents et accroître le développement de la recherche et de l'emploi. Les nouveaux outils du numérique et de la fabrication additive nous ouvrent des perspectives. Nous avons vécu ces trente dernières années des délocalisations par une course effrénée à la taille des sites et la réduction des coûts de main-d'œuvre. Avec les nouveaux outils de production, l'industrie est en capacité d'**aller vers des unités de plus petite taille et relocalisées** ; ce qui est à l'avantage de la France dont la densité est variée, alliant des concentrations métropolitaines et des territoires ruraux.

La protection sociale est aussi un atout qui renforce la cohésion nationale et libère chacun des préoccupations basiques centrées sur sa santé et celle des siens, lui permettant de s'investir davantage. La force d'un pays tient dans sa capacité à vivre comme un collectif participatif et créatif. **La réponse à la mondialisation n'est pas à rechercher du côté de l'uniformisation mais dans l'émulation d'une diversité humaine.**

La France doit également se doter d'une **ambition maritime** cohérente avec sa vision du monde et l'état écologique de notre planète. Sa capacité à faire face aux enjeux climatiques, migratoires ou nourriciers repose pour une large part sur les océans. Elle a une responsabilité toute particulière, et elle ne l'exerce pas suffisamment.

La langue française est aussi une force sur laquelle le pays doit s'appuyer pour inscrire son action dans un réseau d'échanges multiculturels. La France doit œuvrer activement au développement de la Francophonie non dans un esprit néocolonialiste mais avec une volonté vivifiante de partage de destin, de communauté linguistique et de coopération fructueuse d'identités plurielles.

Si la France veut infléchir le monde et porter un Projet transformationnel, elle doit penser la mondialisation et l'entreprise au service de l'humain. Il est tout à fait concevable de s'appuyer sur les atouts français pour peser dans la voix des nations et infléchir le cours de la mondialisation.

